

Communiqué de presse
Paris, 29 avril 2025

Le surprenant désir d'immobilisme d'une partie de l'Assemblée nationale sur l'évolution énergétique de la France

France renouvelables, l'association porte-parole des énergies renouvelables électriques en France, alerte : le report du décret sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), annoncé hier lundi 28 avril par François Bayrou lors du débat sur la souveraineté énergétique à l'Assemblée nationale, est un signal extrêmement préoccupant pour l'avenir énergétique du pays.

Les prises de parole lors de ce débat ont reflété une volonté farouche de ne rien changer, d'attendre encore 10, 12 ou 13 ans avant de prendre les décisions qui s'imposent de manière urgente pour faire évoluer le mix énergétique français. Cette politique du statu quo, assise sur une volonté quasi idéologique de restreindre le développement des énergies renouvelables électriques, fragilise notre souveraineté, maintient la dépendance massive de la France aux importations d'énergies fossiles à hauteur de 64 milliards d'euros par an et expose in fine le pouvoir d'achat des Français à des fluctuations de prix que nous ne maîtrisons pas.

Aucune réponse concrète n'a été apportée aux besoins immédiats de production d'électrons pour accompagner la transition vers une économie décarbonée. Pire encore, aucune référence n'a été faite aux nombreux travaux scientifiques qui ont défini les scénarios sur l'avenir du mix électrique français, les besoins réels et les moyens à mettre en place.

Prolonger la durée de vie des centrales nucléaires sans relancer massivement les énergies renouvelables revient à faire le choix de l'inaction et de la dépendance pour les 13 prochaines années, en dépit des enjeux industriels, d'emplois et de croissance sur lesquels la France et son gouvernement n'ont d'autre choix que d'être proactifs.

Cette stratégie de l'inaction, après plus de deux ans de concertation sur la programmation énergétique de notre pays, est en contradiction profonde avec l'intérêt de la France et des Français. La digitalisation de notre économie – data centers, intelligence artificielle – et la reconquête industrielle que toute la classe politique appelle de ses vœux, nécessitent pourtant une électricité abondante, compétitive et décarbonée. Continuer de construire la souveraineté du pays sur les bases d'une énergie fossiles importée est une contradiction tant dans les termes que dans les faits.

Anne-Catherine de Tourtier, présidente de France renouvelables déclare :

« Nous appelons le Gouvernement à publier sans délai le décret sur la PPE, afin de relancer les appels d'offres indispensables au développement des filières industrielles françaises des énergies renouvelables électriques. Derrière chaque report de ce décret, c'est toute une chaîne de valeur industrielle, des emplois locaux, de l'innovation et de la compétitivité qui sont mis en danger.

Laisser la filière des énergies renouvelables sans perspectives claires reviendrait à affaiblir durablement notre tissu économique et à hypothéquer la reconquête industrielle que notre pays appelle de ses vœux. »

A propos de France renouvelables :

France renouvelables est l'association professionnelle qui représente, consolide et promeut, par une approche systémique, le développement des EnR électriques industrielles et des solutions de stockage et de flexibilité associées, permettant l'évolution de notre système électrique vers sa décarbonation, sa soutenabilité et sa compétitivité.

Contact médias :

Agence Hopscotch

Clara Roumy - 06 64 16 13 92

francerenouvelables@hopscotch.fr